



Rapport Annuel **2016**



Sommaire

Acteur industriel de premier plan

- Profil
- Actionnariat
- Gouvernance
- Indicateurs clés
- Carnet de l'actionnaire

Leader sidérurgique

- Sonasid en 2016
- Un modèle de management de la sécurité
- Un fournisseur 1st choice de matériaux de construction
- Une équipe engagée dans la croissance et la compétitivité de l'entreprise.

Modèle 100% recycling

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

Acteur industriel de premier plan

- Profil
- Actionnariat
- Gouvernance
- Indicateurs clés
- Carnet de l'actionnaire



- Profil
- Actionnariat
- Gouvernance
- Indicateurs clés
- Carnet de l'actionnaire



Profil

L'histoire de la sidérurgie marocaine démarre par Sonasid ...

L'État marocain crée Sonasid en 1974 avec pour ambition de développer un complexe sidérurgique complètement intégré à partir de la production de minerai de fer à Ouixane (Nador) en le valorisant dans un haut fourneau d'un million de tonnes.

Les études technico-économiques ont finalement conclu à une intégration amont progressive et les travaux de construction du 1^{er} laminoir marocain ont ainsi été lancés à Nador. La production a démarré quelques années plus tard en mars 1984 avec une capacité annuelle initiale de 420 000 tonnes de rond à béton et de fil machine portée progressivement à 600 000 tonnes.

En 1996, Sonasid introduit 35 % de son capital en bourse et en 1997, l'Etat cède 62 % du capital à un consortium d'investisseurs institutionnels pilotés par la SNI.

En juillet 2002, Sonasid investit dans un second laminoir à Jorf Lasfar d'une capacité annuelle de 400 000 tonnes pour répondre à la demande croissante du marché. Un an plus tard en 2003, Sonasid concrétise son projet d'intégration en amont par la réalisation d'une aciérie électrique à Jorf Lasfar qui devait alimenter les 2 laminoirs en billettes pour réduire sa dépendance du marché international. L'unité démarre en août 2005, la même année Sonasid augmente sa participation à 92 % dans le capital de

Longométal Armatures, une activité initialement développée au sein de Longométal Afrique.

Le 3 mars 2006 marque une nouvelle étape décisive dans l'histoire de Sonasid avec le renforcement d'Arcelor dans le capital de Sonasid et le partenariat conclu entre SNI et ce qui deviendra quelques mois plus tard ArcelorMittal.

Un acteur majeur du secteur des matériaux de construction

Sonasid est le leader sidérurgique marocain sur les produits longs : rond à béton et fil machine, destinés au BTP, à l'industrie et à l'auto-construction. Adossé au numéro un mondial de l'acier ArcelorMittal, Sonasid a développé une expertise technique et opérationnelle qui le positionne en acteur incontournable du marché marocain avec une gamme de produits complète, conforme aux exigences des normes nationales du secteur. Sonasid se positionne également sur le marché des armatures industrielles à travers sa filiale Longométal Armatures.

Véritable référence dans son domaine et consciente de sa responsabilité sociale, Sonasid se distingue également par son engagement citoyen à travers une démarche basée sur la considération de ses parties prenantes, la protection de l'environnement et le développement durable.

Actionnariat

Acteur industriel de premier plan

- Profil
- **Actionnariat**
- Gouvernance
- Indicateurs clés
- Carnet de l'actionnaire

ArcelorMittal & SNI, co-actionnaires de Sonasid

Un partenariat stratégique

Un accord de partenariat stratégique entre SNI et Arcelor a été conclu en 2006 pour le développement de Sonasid. Arcelor, SNI et les autres actionnaires de référence (MAMDA-MCMA, Axa Assurances Maroc, RMA Watanya, CIMR et Attijariwafa bank) ont transféré le 31 mai 2006, leurs participations respectives dans le capital de Sonasid à une société holding NSI « Nouvelles Sidérurgies Industrielles ». Cette société détient 64,85 % du capital de Sonasid, réparti à 50/50 entre ArcelorMittal et le groupe d'actionnaires marocains conduit par SNI. Un partenariat qui repose sur la consolidation et le développement de la position de Sonasid sur le marché marocain ainsi que sur le transfert de technologie et de compétences d'ArcelorMittal dans le secteur des produits longs.



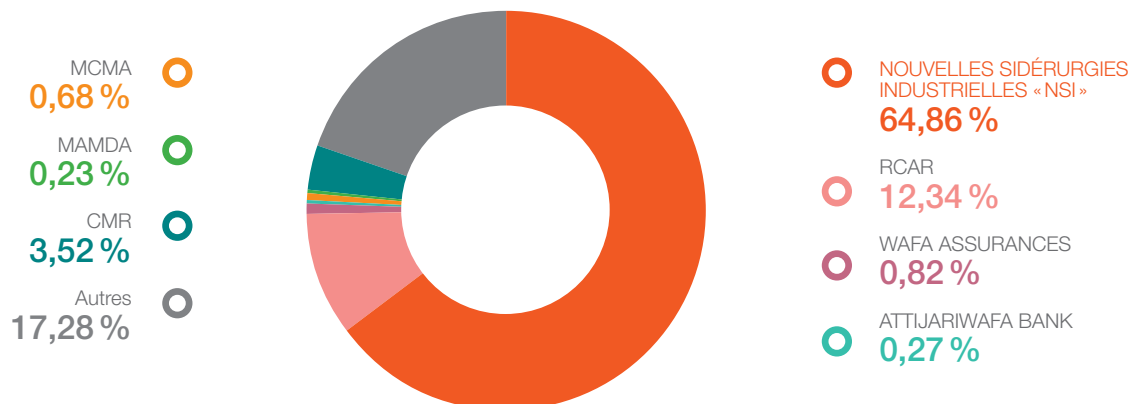
Leader mondial de la sidérurgie

ArcelorMittal est le leader mondial de l'acier dans les principaux secteurs : automobile, construction, emballage et applications ménagères avec un très large réseau de distribution.

Le Groupe compte près de 210 000 collaborateurs dans plus de 60 pays. À travers ses valeurs fondées sur le développement durable, la qualité et le leadership, ArcelorMittal s'engage à développer son activité de manière responsable dans le respect de la santé, la sécurité et le bien-être de ses employés, sous-traitants et communautés riveraines des sites de production.

Indicateurs clés	2015	2016
Chiffre d'affaires (milliards \$)	63,6	56,8
EBITDA (milliards \$)	5,2	6,25
Résultat d'exploitation (milliards \$)	-4,2	4,2
Résultat net (milliards \$)	-7,9	1,8
Expéditions (millions de tonnes)	84,6	83,9
Production d'acier (millions de tonnes)	92,5	90,8

ACTIONNARIAT SONASID AU 31.12.2016



- Profil
- Actionnariat
- **Gouvernance**
- Indicateurs clés
- Carnet de l'actionnaire

Gouvernance

Conseil d'Administration de Sonasid

M. Mohamed Ramses ARROUB	Président du Conseil d'administration
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur
M. Cédric BOUZAR	Administrateur
M. Aymane TAUD	Administrateur
M. Jean Paul ORDIONI	Administrateur
M. Mohamed Hakim TAZI	Administrateur
M. Hugues FAUVILLE	Administrateur
M. Vincent CHOLET	Administrateur
M. Christian QUINCKE	Administrateur
M. Javier Serra CALLEJO	Administrateur
M. Vikram KRISHNAMOORTHY	Administrateur
CIMR <i>représentée par M. Khalid CHEDDADI</i>	Administrateur
MCMA <i>représentée par M. Hicham BELMRAH</i>	Administrateur
RMA <i>représentée par M. Azeddine GUESSOUS</i>	Administrateur

Comité Stratégique

M. Cédric **BOUZAR**
M. Ayman **TAUD**

Missions : préparer les orientations stratégiques de Sonasid et ses programmes d'investissement, en vue de leur présentation au Conseil d'Administration. Suivre l'exécution budgétaire.

Périodicité : trimestrielle.

Comité Exécutif

M. Amin ABRAK	Directeur Général (DCM par intérim)
M. Abdelilah FADILI	Directeur Général Adjoint Chargé des Finances et Controlling
M. Said EI HAJOUJI	Directeur des Ressources Humaines, de la Communication et de la Responsabilité Sociale
Mme. Houda LAZREQ	Directrice des Achats & Logistique
M. Khalid NABOUB	Directeur du Site de Jorf Lasfar
M. Khalid SALHI	Directeur du Site de Nador
M. Ahmed FAIH	Directeur Technique, Etudes et Développement
M. Said AIT AMMI	Directeur Business Development

Missions : piloter l'activité opérationnelle de l'entreprise. Analyser la conjoncture nationale et internationale et son impact sur l'activité de la société. Préparer les Conseils d'Administration et différents comités.

Périodicité : hebdomadaire.

Comité des Risques & des Comptes présidé par M. Azeddine GUESSOUS

M. Aymane **TAUD**
M. Christian **QUINCKE**

Missions : statuer sur l'ensemble des sujets pouvant affecter les comptes et les risques. Dans ce cadre, le comité définit la méthode d'établissement et d'arrêt des comptes sociaux et consolidés ainsi que la méthodologie de détermination des provisions. Il examine les comptes semestriels, annuels et le reporting complet des risques. Il assure la cohérence et la pertinence des mécanismes mis en place pour le contrôle interne des procédures, des risques et de la déontologie. Il statue enfin sur la qualité des travaux réalisés par les commissaires aux comptes et juge de leur indépendance.

Périodicité : semestrielle.

Comité Nominations & Rémunérations

M. Aymane **TAUD**
M. Cédric **BOUZAR**

Missions : statuer sur la politique de rémunération et de gestion des ressources humaines. Il définit les conditions de la rémunération globale du personnel, élabore la politique des avantages pour les salariés, définit le plan de succession pour les postes clés de la société, gère les hauts potentiels et réfléchit sur la politique de formation. Il étudie l'évolution de la masse salariale et de l'équité interne.

Périodicité : semestrielle.

- Profil
- Actionariat
- Gouvernance
- Indicateurs clés
- Carnet de l'actionnaire

Indicateurs clés

Comptes sociaux

(En MDH)	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Chiffre d'affaires	3425	3010
EBITDA	109	123
Résultat d'exploitation	-48	5
Résultat Net	-37	-46

Comptes consolidés (en MDH)	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Chiffre d'affaires	3529	3115
EBITDA	111	124
Résultat net de l'ensemble consolidé	-62	-62

Carnet de l'actionnaire

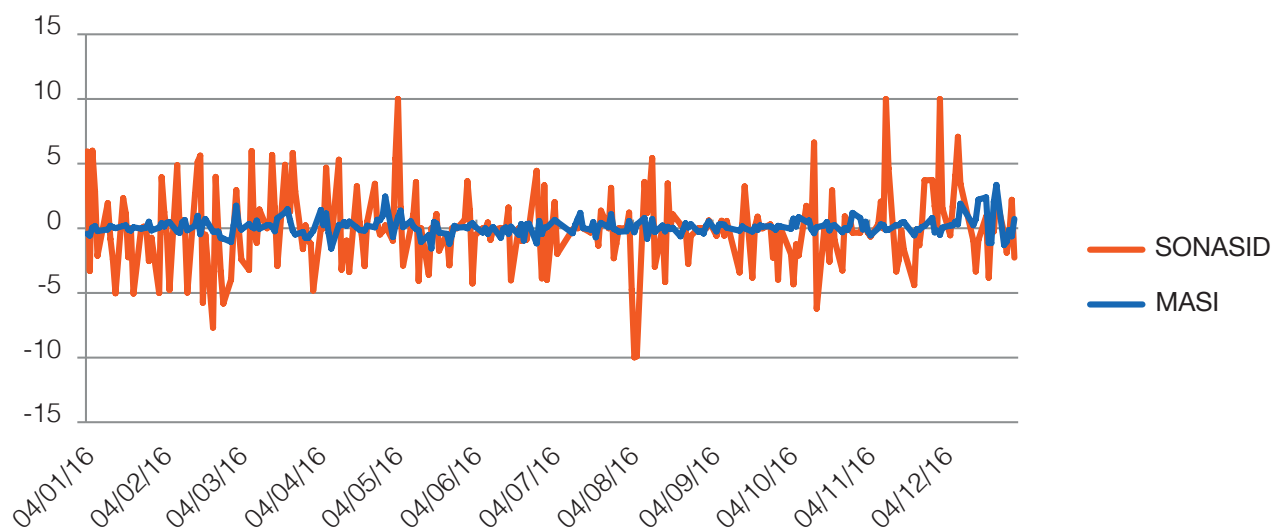
Ratios Financiers 2016

Ratios	2016
ROE	-3,3%
ROCE	-1,6%
BPA	-16,0
P/E	NS
FCF/Action	41,0
Cours/FCF par action	9,4
ANA	483,7
P/B	0,8
DPA	0,0
D/Y	0,0%
VE/EBE	9,3
EN/CP	-18,7%
Marge EBE	4,0%

Indicateurs boursiers

Au 31 décembre	2015	2016
Nombre d'actions en circulation	3 900 000	3 900 000
Capitalisation boursière (Mdhs)	1 638 000 000	1 505 595 000
Cours coté de l'action (Dhs)		
Cours le plus haut	1 100	492
Cours le plus bas	420	287
Au 31 décembre	420	386
Dividende ordinaire par action (DH)	-	-
Dividende exceptionnel par action (DH)	-	-

Performances comparées de Sonasid et du MASI en 2016







Leader sidérurgique

- Sonasid en 2016
- Un modèle de management de la sécurité
- Un fournisseur 1st choice de matériaux de construction
- Une équipe engagée dans la croissance et la compétitivité de l'entreprise.

Leader sidérurgique

- **Sonaside en 2016**
- Un modèle de management de la sécurité
- Un fournisseur 1st choice de matériaux de construction
- Une équipe engagée dans la croissance et la compétitivité de l'entreprise.

Sonaside en 2016

2016 est une année où malgré la conjoncture difficile, Sonaside est parvenu à améliorer ses performances opérationnelles. Le chiffre d'affaires de Sonaside a reculé de 12% à 3010 MDH contre 3425 MDH en 2015 en raison de la baisse du prix de vente moyen (-13%). L'EBITDA s'est amélioré de 13% à 123 MDH par rapport à 109 MDH en 2015. Le résultat d'exploitation a progressé fortement de 110% à 5 MDH comparé à -47 MDH au 31 décembre 2015. Le résultat net a été déficitaire à -46 MDH contre -37 MDH sur la même période en 2015.

2016 a donc été une année où les opportunités d'évolution dans le secteur sidérurgique étaient peu favorables : menace persistante des importations, volatilité de la matière première et surcapacité structurelle sur le marché national où l'offre en rond-à-béton est trois fois supérieure à la demande. La consommation du rond à béton et du fil machine n'a en effet progressé que de 2% par rapport à 2015, la morosité du secteur du BTP ayant influé négativement sur l'évolution de l'activité. Les mises en chantier des logements ont reculé de 10%, les crédits aux promoteurs immobiliers ont baissé de 6,3% et la consommation du ciment a également connu un repli de 1%.

Sur le marché international, la situation s'est accentuée avec la montée en puissance des mesures tarifaires réduisant ainsi les marchés des grands exportateurs. Les prix de la ferraille et du rond à béton ont connu une forte volatilité avec une tendance positive sous l'impulsion notamment de la baisse des exportations chinoises avec un réalignement des prix de la ferraille en comparaison avec celui du minerai de fer en fin d'année. Le prix du rond à béton a donc connu une évolution tout au long de l'exercice avec un pic en avril 2016.

Sonaside a réussi à poursuivre honorablement ses performances pour consolider durablement sa rentabilité dans ce contexte très concurrentiel, et ce, grâce à son assise financière solide et à son plan de développement ambitieux.

Quant aux perspectives, Sonaside prévoit de maintenir les mêmes hypothèses d'évolution du marché afin de reconduire les orientations stratégiques articulées autour de l'excellence industrielle, la maîtrise des coûts, la diversification de l'offre et du service premium ainsi que les opérations de croissance continentale. Des ambitions optimistes couronnées par l'engagement commun dans la dynamique du progrès.

5 MDH

Résultat d'exploitation

-46 MDH

Régression du résultat net



Leader sidérurgique

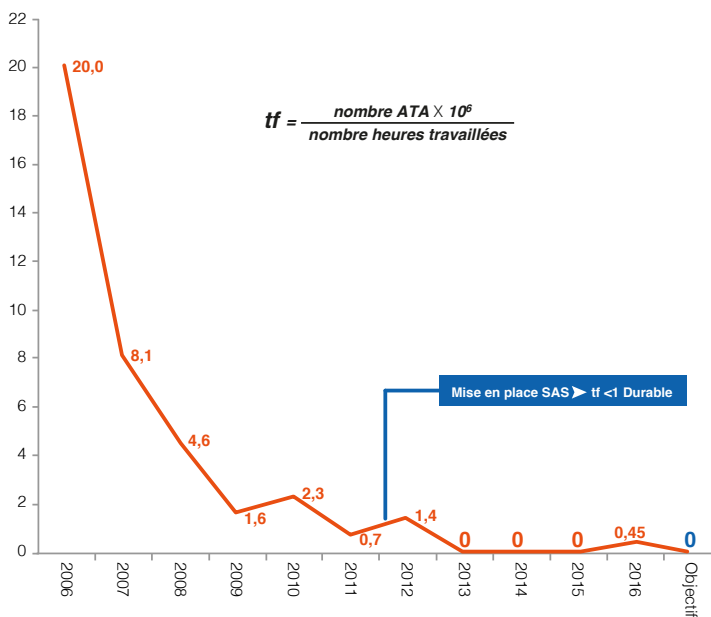
- Sonasid en 2016
- **Un modèle de management de la sécurité**
- Un fournisseur 1st choix de matériaux de construction
- Une équipe engagée dans la croissance et la compétitivité de l'entreprise.

Un modèle de management de la sécurité

La sécurité fait partie des axes prioritaires de la réflexion stratégique globale de Sonasid. Les performances réalisées depuis quelques années le confirment et élèvent Sonasid au rang de modèle de management de la sécurité en milieu industriel. Ces performances témoignent des efforts de collaboration entre le management et les équipes terrain pour construire ensemble un système d'animation mature où les collaborateurs ont conscience de leur contribution aux performances.

L'intérêt de cette responsabilisation à tous les niveaux de l'organisation est qu'elle ne répond pas seulement à des exigences d'éthique et de sécurité mais aussi à un meilleur pilotage opérationnel. Aujourd'hui, le système d'animation de la sécurité a atteint un niveau de maturité responsable reconnu au sein du Groupe ArcelorMittal, avec comme objectif de maintenir et cultiver le réflexe de remontée des expériences et leur analyse. Chaque collaborateur a un rôle à jouer dans cette mission de vigilance partagée pour prévenir efficacement les accidents quels que soient leurs niveaux de gravité.

tf : taux de fréquence des Accidents de Travail avec Arrêt (ATA)
(personnel Sonasid & Sous-traitants)



Leader sidérurgique

- Sonasid en 2016
- Un modèle de management de la sécurité
- Un fournisseur 1st choice de matériaux de construction
- Une équipe engagée dans la croissance et la compétitivité de l'entreprise.

Un fournisseur '1st choice' de matériaux de construction

Sonasid est engagée depuis 2012 dans un projet d'excellence industrielle, baptisé 'projet 1st Choice'. Il s'agit de développer une 'culture client' qui permette de dépasser les exigences du marché en termes de qualité de produits et de service.

La culture « first Choice » démarre à partir des usines où des équipes se mobilisent quotidiennement pour maintenir le niveau élevé de la qualité des produits tout en respectant les exigences de sécurité et les normes en vigueur. Il s'agit en effet d'un avantage concurrentiel reconnu par les utilisateurs et les professionnels du secteur la plaçant au premier rang dans le choix sidérurgique. Sonasid ne s'arrête pas à ce niveau de performance mais cherche à se dépasser en continu en s'inspirant de son expertise et des « best practises » qu'elle benchmarke avec le Groupe ArcelorMittal .

Au-delà des performances industrielles, Sonasid a mené des projets de développement d'ordre organisationnel, logistique

et commercial : équipe commerciale performante, livraisons multi produits dans tout le Maroc, respect des délais de livraison, assistance et accompagnement des clients.

Sonasid s'est également distinguée par une percée remarquable dans la distribution en répondant spécifiquement à l'évolution des besoins du marché. Elle a su consolider son leadership commercial en assurant une gamme complète et diversifiée des produits et en se positionnant sur le marché des armatures industrielles à travers sa filiale Longométal Armatures.

Grâce à l'ensemble des efforts conjugués autour de cette dynamique de marché, Sonasid a su se positionner en modèle reconnu et hisser la sidérurgie marocaine à des standards de qualité et de compétitivité proches de ses confrères internationaux.

Une équipe engagée dans la croissance et la compétitivité de l'entreprise

Sonasid accorde une importance particulière au développement des performances de son encadrement et construit des programmes de formation en collaboration avec de grandes écoles d'ingénieurs marocaines et des experts en management.

En 2016, la priorité a été accordée aux promotions internes des collaborateurs et la préparation en amont de l'accompagnement de leur évolution. Le Cycle « Middle

Management » est notamment un modèle de programme que Sonasid a conçu pour le développement et la montée en compétence d'une frange centrale de l'organisation. Le but est de renforcer, d'une part, l'expertise des collaborateurs et de leur donner, d'autre part, les moyens pour mieux comprendre leur rôle et endosser leurs responsabilités de managers : Une gestion efficace de proximité au service de l'entreprise.



Modèle 100% recycling





Modèle 100 % recycling

Sonasid a toujours eu pour ambition de se positionner en modèle reconnu 100 % recycling. L'entreprise s'est intégrée en investissant en amont dans une aciérie recyclant la ferraille pour la production de ses besoins en billettes. En se dotant d'un broyeur à ferrailles, Sonasid a développé la première et unique filière de collecte, de dépollution et de destruction des véhicules hors usage au Maroc. Parallèlement, elle a noué des relations de partenariat avec des industriels locaux et étrangers pour la valorisation des déchets générés par son activité : exportation de la calamine en Espagne et en Chine comme substitut de minerai de fer, exploitation de la scorie noire pour la construction routière dans la région de Doukkala-Abda, valorisation des poussières d'aciérie par Managem pour l'extraction de l'oxyde de zinc et exportation des batteries après valorisation par la filière de recyclage des batteries.

Sonasid s'est aussi spécialisée dans la collecte et l'incinération des huiles usagées où elle occupe aujourd'hui une position de leader. En effet, elle a développé en interne une unité de co-incinération des huiles usagées tout en respectant les normes environnementales en vigueur, et ce, afin de répondre à ses besoins en hydrocarbure à moindre coût tout en contribuant à la préservation de la nappe phréatique.

Enfin, pour asseoir son leadership en tant que société 100 % recycling, Sonasid continue d'investir dans d'autres projets de développement notamment en ce qui concerne la valorisation et le traitement de certains co-produits d'autres acteurs dans le secteur sidérurgique et automobile.



Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016



1888,2

12%

3681,4

- **Compte de résultat consolidé**
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

Compte de résultat consolidé

	En millions de dirhams	
Exercices du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre	2016	2015
Chiffre d'affaires	3 114,73	3 529,29
Autres produits de l'activité	(36,14)	(195,93)
Produits des activités ordinaires	3 078,59	3 333,37
Achats	(2 435,94)	(2 682,76)
Autres charges externes	(234,59)	(262,21)
Frais de personnel	(173,15)	(185,63)
Impôts et taxes	(61,82)	(62,62)
Amortissements et provisions d'exploitation	(242,20)	(246,22)
Autres produits et charges d'exploitation nets	22,16	77,26
Charges d'exploitation courantes	(3 125,53)	(3 362,18)
Résultat d'exploitation courant	(46,95)	(28,81)
Cessions d'actifs	0,00	0,40
Résultats sur instruments financiers	0,53	0,21
Autres produits et charges d'exploitation non courants	(21,84)	(17,90)
Autres produits et charges d'exploitation	(21,32)	(17,29)
Résultat des activités opérationnelles	(68,26)	(46,10)
Produits d'intérêts	6,63	3,80
Charges d'intérêts	(13,13)	(13,92)
Autres produits et charges financiers	7,94	14,35
Résultat financier	1,44	4,23
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(66,82)	(41,87)
Impôts sur les bénéfices	(30,80)	(18,72)
Impôts différés	34,95	(1,67)
Résultat net des entreprises intégrées	(62,68)	(62,26)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0,00	0,00
Résultat net des activités poursuivies	(62,68)	(62,26)
Résultat net des activités abandonnées	0,00	0,00
Résultat de l'ensemble consolidé	(62,68)	(62,27)
Intérêts minoritaires	(0,21)	(0,18)
Résultat net - Part du Groupe	(62,47)	(62,09)
Résultat net par action en dirhams	(16,02)	(15,92)
- de base	(16,02)	(15,92)
- dilué	(16,02)	(15,92)
Résultat net par action des activités poursuivies en dirhams	(16,02)	(15,92)
- de base	(16,02)	(15,92)
- dilué	(16,02)	(15,92)

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- **état du résultat global consolidé**
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

État du résultat global consolidé

En millions de dirhams

Exercices du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre	2016	2015
Résultat de l'exercice	(62,7)	(62,3)
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Écart de conversion des activités à l'étranger		
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie		
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les obligations des régimes à prestations définies		
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global		
Quote-part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	(62,7)	(62,3)
Dont Intérêts minoritaires	(0)	(0)
Résultat net - Part du Groupe	(62,7)	(62,3)

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- **État de la situation financière**
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

État de la situation financière

En millions de dirhams

ACTIF AUX	31-déc-16	31-déc-15
Immobilisations incorporelles, net	7,8	3,2
Immobilisations corporelles, net	1598,3	1727,6
Autres actifs financiers	40,1	40,1
- Prêts et créances	40,1	40,1
Impôts différés actifs	140,2	17,8
Autres débiteurs non courants, net	0,0	0,0
Actif non courant	1 786,4	1 788,7
Autres actifs financiers	0,7	0,2
- Instruments financiers dérivés	0,7	0,2
Stocks et en-cours, net	688,7	859,4
Créances clients, net	379,6	339,9
Autres débiteurs courants, net	271,4	261,2
Trésorerie et équivalent de trésorerie	554,5	715,3
Actif courant	1 895,0	2 176,2
TOTAL ACTIF	3 681,4	3 964,9

En millions de dirhams

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS AUX	31-déc-16	31-déc-15
Capital	390,0	390,0
Primes d'émission et de fusion	1,6	1,6
Réserves	1557,3	1615,4
Résultat net part du groupe	(62,47)	(62,09)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	1 886,4	1 944,9
Intérêts minoritaires	1,6	1,8
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	1 888,0	1 946,7
Provisions	107,5	89,6
Avantages du personnel	84,7	84,7
Dettes financières non courantes	0,0	0,0
- Dettes envers les établissements de crédit	0,0	0,0
- Dettes liées aux contrats de location financement	0,0	0,0
Impôts différés passifs	300,4	211,2
Autres créditeurs non courants	33,7	36,4
Passif non courant	526,3	421,9
Provisions	0,5	1,0
Dettes financières courantes	200,7	521,4
- Instruments financiers dérivés	0,0	0,0
- Dettes envers les établissements de crédit	200,7	496,2
- Dettes liées aux contrats de location financement	0,0	25,2
Dettes fournisseurs courantes	869,4	831,7
Autres créditeurs courants	196,5	242,2
Passif courant	1 267,0	1 596,2
TOTAL PASSIFS	1 793,4	2 018,2
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	3 681,4	3 964,9

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- **Variation des capitaux propres consolidés**
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

Variation des capitaux propres consolidés

En millions de dirhams

ACTIF AUX	Capital	Primes d'émission et de fusion	Réserves	Résultat net part du Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
Au 1^{er} janvier 2015	390,0	1,6	1 645,9	127,6	2 165,1	2,0	2 167,1
Effets des changements de méthode comptable							
Montants retraités au 1^{er} janvier 2015	390,0	1,6	1 645,9	127,6	2 165,1	2,0	2 167,1
Affectation du résultat de l'exercice N-1			127,6	(127,6)	-		-
Résultat de l'exercice				(62,0)	(62,0)		(62,0)
Dividendes distribués			(159,9)		(159,9)		(159,9)
Autres variations			1,7		1,7	(0,1)	1,6
Total des produits et charges de l'exercice			(30,6)	(189,6)	(220,2)	(0,1)	(220,3)
Au 31 Décembre 2015	390,0	1,6	1 615,4	(62,0)	1 944,9	1,8	1 946,7
Au 1^{er} janvier 2016	390,0	1,6	1 615,4	(62,0)	1 944,9	1,7	1 946,7
Effets des changements de méthode comptable							
Montants retraités au 1^{er} janvier 2016	390,0	1,6	1 615,4	(62,0)	1 944,9	1,7	1 946,7
Affectation du résultat de l'exercice N-1			(62,1)	62,1	-		-
Résultat de l'exercice				(62,5)			(62,5)
Dividendes distribués							
Autres variations			4,0				4,0
Total des produits et charges de l'exercice			(58,1)	(0,4)	0,0	0,0	(58,5)
Au 31 Décembre 2016	390,0	1,6	1 557,3	(62,4)	1 944,9	1,8	1 888,2

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- **Tableau de flux de trésorerie consolidé**
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En millions de dirhams

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS AUX	31-déc-16	31-déc-15
Résultat net de l'ensemble consolidé	(62,7)	(62,2)
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	195,9	174,0
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	(0,5)	(0,2)
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	0,0	(0,3)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	132,7	111,2
Élimination de la charge (produit) d'impôts	(4,1)	20,3
Élimination du coût de l'endettement financier net	13,1	13,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	141,7	145,5
Incidence de la variation du BFR	110,2	44,6
Impôts payés	(30,8)	(18,7)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	221,1	171,4
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(48,2)	(72,2)
Variation des autres actifs financiers	0,0	0,1
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	0,4
Intérêts financiers versés	(13,1)	(13,9)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(61,3)	(85,6)
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	0,0	(159,9)
Émission d'emprunts		
Remboursement d'emprunt		
Remboursement de dettes résultant de contrats location-financement	(25,2)	(23,5)
Variation des comptes courants associés	0,0	0,0
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	(25,2)	(183,4)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	134,6	(97,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	219,2	316,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	353,8	219,1
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	134,6	(97,6)



Notes aux comptes consolidés

Sommaire

NOTE 1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	32
NOTE 2. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE	32
NOTE 3. REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	32
NOTE 4. INFORMATIONS SECTORIELLES	44
NOTE 5. CHIFFRE D'AFFAIRES	44
NOTE 6. ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES	45
NOTE 7. FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	45
NOTE 8. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION	46
NOTE 9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	47
NOTE 10. RÉSULTAT FINANCIER	48
NOTE 11. IMPÔTS	48
NOTE 12. RÉSULTAT PAR ACTION	50
NOTE 13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	51
NOTE 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT	52
NOTE 15. AUTRES ACTIFS FINANCIERS	53
NOTE 16. STOCKS ET EN-COURS	54
NOTE 17. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	54
NOTE 18. TRÉSorerIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSorerIE	55
NOTE 19. CAPITAUX PROPRES	55
NOTE 20. PROVISIONS	57
NOTE 21. AVANTAGES DU PERSONNEL	58
NOTE 22. DETTES FINANCIÈRES	60
NOTE 23. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS	60
NOTE 24. INSTRUMENTS FINANCIERS	61
NOTE 25. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE	63
NOTE 26. AUTRES ENGAGEMENTS	63
NOTE 27. PASSIFS EVENTUELS	64
NOTE 28. PARTIES LIÉES	64
NOTE 29. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSorerIE	64
NOTE 30. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE	64
NOTE 31. PÉRIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2016	64

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Le Groupe SONASID intervient dans le secteur de l'industrie sidérurgique au Maroc.

Premier acteur dans le secteur du BTP, la société Sonasid est le leader sidérurgique marocain sur les produits longs (rond à béton & fil machine) avec 41 % de part de marché à fin décembre 2016.

Avec plus de 700 collaborateurs et à travers ses sites industriels situés à Nador et à Jorf Lasfar, Sonasid a une capacité de production annuelle de plus d'un million de tonnes destinée principalement au secteur de la construction nationale.

Le Groupe Sonasid se positionne également sur le marché des armatures industrielles et des armatures « bâtiment » à travers sa filiale Longométa Armatures.

NOTE 2. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

L'année 2016 n'a pas connu d'événements significatifs en termes de variation de périmètre.

NOTE 3. RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°06/05 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) du 13 octobre 2005, les états financiers consolidés du Groupe Sonasid sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 Décembre 2016 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

- Normes ou amendements applicables obligatoirement en 2016

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés par l'IASB et applicables de manière obligatoire à partir de l'exercice 2016 sont listés ci-dessous :

Ces nouvelles normes et interprétations sont effectives aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- IAS 1 « Présentation des états financiers »

Cet amendement a pour objectif de clarifier les dispositions sur deux points :

- l'application de la notion de matérialité, en précisant qu'elle s'applique aux états financiers y compris les notes annexes et que l'inclusion d'informations non significatives peut être nuisible à leur compréhension ;
- l'application du jugement professionnel, en modifiant à la marge certaines formulations considérées comme prescriptives et ne laissant, de ce fait, pas de place au jugement.

- IAS 41 « Agriculture » et IAS 16 « Immobilisations corporelles »

Ces amendements concernent les « actifs biologiques producteurs ». Les dispositions de cet amendement ne s'appliquent pas au Groupe.

- Les normes IAS 38 « Immobilisations incorporelles » et IAS 16 « Immobilisations corporelles »

Les amendements concernent les modes d'amortissements acceptables ;

L'IASB a clarifié que l'utilisation d'une méthode d'amortissement fondée sur les revenus n'est pas appropriée, car les revenus générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques liés à cet actif.

Les dispositions de cet amendement n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- Amendement à IAS 27 « Utilisation de la méthode de mise en équivalence dans les états financiers individuels »

Les amendements à IAS 27 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers

individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées.

Les dispositions de cet amendement n n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- IAS 19 «Avantages du personnel»

Les amendements limités s'appliquent aux cotisations des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies. L'objectif des amendements est de clarifier et simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du membre du personnel, par exemple, les contributions des membres du personnel qui sont calculées en fonction d'un pourcentage fixe du salaire.

- La norme IFRS 11 «Partenariats», pour les amendements qui concernent la «comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes»

Les amendements publiés viennent préciser la manière de comptabiliser les acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise («business») au sens d'IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

Les dispositions de cet amendement n n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- Amendements limités à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 «Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement»

Les amendements visent à clarifier les règles d'exemption de consolidation applicables aux entités d'investissement. Les dispositions de cet amendement n n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- Textes appliqués par anticipation en 2016

Aucun.

- Textes non appliqués par anticipation en 2016

IFRS 15 : produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients

IFRS 9 : instruments financiers

- Textes non encore adoptés par l'Union Européenne (non applicables par anticipation)

- Amendements à IAS 7 : initiative concernant les informations à fournir.

- Amendement à IAS 12 : comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes.

- Amendement à IAS 40 : immeubles de placement.

- Interpretation IFRIC 22 : opérations en devise et paiements d'avance.

3.2. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

3.3. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les goodwill, les immobilisations, les stocks, les impôts différés et les provisions.

a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé où la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Le Groupe a son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises.

Il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles sont déterminées à partir de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus qui sont obtenus à partir des budgets et prévisions et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des perspectives attendues peuvent avoir une incidence sur les flux de trésorerie initialement estimés et peuvent donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Pour les immobilisations corporelles, les principales hypothèses et estimations qui sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable sont les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir la valeur des pertes de valeur comptabilisées.

d) Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue. Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet de désactualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

e) Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation des ces impôts différés actifs et passifs.

f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement (cf. Note 22).

g) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des tech-

niques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture (cf. Note 25).

3.4. Principes de consolidation

3.4.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

L'investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement si et seulement si tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- (a) il détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet de l'investissement.
- (b) il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement.
- (c) il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêté des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres est présentée sur la ligne «intérêts minoritaires».

3.4.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière ou un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le Groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ; ou
- le Groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions de IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente) selon IFRS 5 sont comptabilisées conformément aux dispositions

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

de cette norme (i.e. les entités sont consolidées mais présentées sur une seule ligne de l'actif et du passif).

Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation d'entreprise associée ou de co-entreprise.

3.4.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe.

3.4.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values, etc.).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

3.4.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2015.

3.5. Conversion des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société Sonasid est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 3.16.3 « Instruments dérivés ci-après ».

3.6. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés.
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3R sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

3.7. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des logiciels.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon le mode linéaire, sur les périodes de 3 à 4 ans.

3.8. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, sont partis intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité) suivantes :

- Immeubles et constructions :

	F 1*	F 2*	F 3*	F 4*	F 5*	F 6*	F 7*
Gros œuvres – charpente métallique	50 ans	50 ans	50 ans	25 ans	33 ans	40 ans	
Etanchéité, toiture et autres	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans		
Agencements et aménagements	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans		20 ans
Installations techniques fixes	25 ans	25 ans	25 ans	20 ans	20 ans		
Menuiserie intérieure & extérieure	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans		

- * F1 : constructions en dur $\leq R+2$
- F2 : constructions en dur $> R+2$
- F3 : Bâtiment industriel en dur (entrepôt, magasins, etc)
- F4 : Bâtiment industriel - construction légère - structure métallique
- F5 : Bâtiment industriel - construction lourde - structure métallique
- F6 : Bâtiment en copropriété
- F7 : Aménagements extérieurs/terrains non construits.

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 35 ans
- Matériel de transport : de 1 à 9 ans
- Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers de 2 à 7 ans
- Autres immobilisations corporelles : de 2 à 5 ans

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

À chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles et adapte les plans d'amortissement de façon prospective en cas de variation par rapport à l'exercice précédent.

3.9. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou de les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

3.10. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location financement, en passifs financiers.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location financement, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Pour les contrats de location simple où le Groupe est preneur, les paiements effectués au titre de contrats de location simple (autres que les coûts de services tels que l'assurance et la maintenance) sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location signés par le Groupe (bailleur) avec ses clients sont des contrats de location simple. Dans ces contrats, les produits des loyers sont enregistrés de manière linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchises, paliers et droits d'entrée) sont étalés sur la durée ferme du bail, sans tenir compte de l'indexation. La période de référence retenue est la première période ferme du bail. Les frais directement encourus et payés à des tiers pour la mise en place d'un contrat de location sont inscrits à l'actif, dans le poste « immeubles de placement » ou autres postes d'immobilisations concernées, et amortis sur la durée ferme du bail.

3.11. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus

élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes, etc).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Les goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur était « les usines ».

Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leur valeur comptable.

La valeur recouvrable d'une UGT correspond au montant le plus élevé entre sa valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés) et sa juste valeur sur le marché.

Ainsi, pour une filiale non cotée, la valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée pour trois autres années et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent. Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation

boursière à moins que celle-ci soit inférieure à la valeur nette comptable, auquel cas, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée.

3.12. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'engager envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêté s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs destinés à être cédés ». Ces actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les éventuelles dettes liées à ces actifs destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

3.13. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers

comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.14. Titres d'autocontrôle et actions propres

Les titres d'autocontrôle et actions propres détenus par le Groupe sont enregistrés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

3.15. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat.
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe.
- Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat.
- Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse supérieure à 20%) et dans ce cas, toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que, toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

3.15.1. Évaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisés le cas échéant. Le montant de la perte est comptabilisé en dépréciation des comptes de créances et contrepartie d'une dotation pour dépréciation de l'actif circulant.

3.16. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession.

3.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs à activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3.18. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

3.19. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception de :

- a) la comptabilisation initiale du goodwill ; ou
- b) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui :

- n'est pas un regroupement d'entreprises ; et
- au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ;
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt différé si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- (b) les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Ainsi, les soldes nets d'impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale.

3.20. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...
- la comptabilisation immédiate de la totalité des écarts actuariels en OCI car cela est requis par la norme IAS 19R

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

3.21. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être

estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

3.22. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

3.23. Passifs financiers

3.23.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif. Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière

constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

3.23.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres crédateurs. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

3.24. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- ventes de marchandises ;
- ventes de biens et services produits ;
- revenus locatifs.

Un produit est comptabilisé en produits des activités ordinaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des loyers sont comptabilisés de façon linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchise, droit d'entrée...) sont étalés sur la durée ferme du bail.

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisées en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

En général, les produits des activités ordinaires relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

3.25. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

3.26. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

3.27. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat. À ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

3.28. Information sectorielle :

Le Groupe Sonasid intervient principalement dans le secteur de la sidérurgie. L'activité est intégrée verticalement et le groupe de produits commercialisés par le Groupe ne comportent pas des risques et une rentabilité sensiblement différents.

Par ailleurs, la quasi-totalité de son activité est réalisée au Maroc.

De ce fait, aucun niveau d'information sectorielle ou par zone géographique n'a été retenu.

3.30. Evaluation à la juste valeur (IFRS 13)

3.30.1. Hiérarchie de la juste valeur

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou mentionnée dans les présents états financiers sont classés selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13.

En effet, cette norme classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur

Niveau 1 :

Les données de ce niveau s'entendent des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation.

Niveau 2 :

Les données d'entrée de ce niveau 2 sont des données, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3 :

Les données d'entrée de ce niveau sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables.

3.30.2. Techniques d'évaluation

Les AFS cotés sont évalués au cours de bourse de clôture, sauf lorsque ce dernier est jugé impertinent par rapport à la valeur des titres concernés.

Les AFS non cotés sont évalués en fonction de leur situation nette comptable.

Les instruments dérivés sont évalués à leur valeur marché à la date de clôture.

3.29. Liste des normes et interprétations :

- Normes ou amendements applicables obligatoirement en 2016

- IAS 1 «Présentation des états financiers»

Cet amendement a pour objectif de clarifier les dispositions sur deux points :

- l'application de la notion de matérialité, en précisant qu'elle s'applique aux états financiers y compris les notes annexes et que l'inclusion d'informations non significatives peut être nuisible à leur compréhension.
- l'application du jugement professionnel, en modifiant à la marge certaines formulations considérées comme prescriptives et ne laissant de ce fait pas de place au jugement.

- IAS 41 «Agriculture» et IAS 16 «Immobilisations corporelles»

Ces amendements concernent les « actifs biologiques producteurs ». Les dispositions de cet amendement ne s'appliquent pas au Groupe.

- Les normes IAS 38 «Immobilisations incorporelles» et IAS 16 «Immobilisations corporelles»

Les amendements concernent les modes d'amortissements acceptables.

L'IASB a clarifié que l'utilisation d'une méthode d'amortissement fondée sur les revenus n'est pas appropriée, car les revenus générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques liés à cet actif.

Les dispositions de cet amendement n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- Amendement à IAS 27 «Utilisation de la méthode de mise en équivalence dans les états financiers individuels»

Les amendements à IAS 27 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 «Participations dans des entreprises associées et coentreprises» pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées.

Les dispositions de cet amendement n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- IAS 19 «Avantages du personnel»

Les amendements limités s'appliquent aux cotisations des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies. L'objectif des amendements est de clarifier et simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du membre du personnel, par exemple, les contributions des membres du personnel qui sont calculées en fonction d'un pourcentage fixe du salaire.

- La norme IFRS 11 «Partenariats», pour les amendements qui concernent la «comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes»

Les amendements publiés viennent préciser la manière de comptabiliser les acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise («business») au sens d'IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

Les dispositions de cet amendement n'ont pas d'impact sur le Groupe.

- Amendements limités à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 «Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement»

Les amendements visent à clarifier les règles d'exemption de consolidation applicables aux entités d'investissement. Les dispositions de cet amendement n'ont pas d'impact sur le Groupe.

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

- Textes appliqués par anticipation en 2016

Aucun.

- Textes non appliqués par anticipation en 2016

IFRS 15 : produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients.
IFRS 9 : instruments financiers.

- Textes non encore adoptés par l'Union Européenne (non applicables par anticipation)

- Amendements à IAS 7 : initiative concernant les informations à fournir.
- Amendement à IAS 12 : comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes.
- Amendement à IAS 40 : immeubles de placement
- Interpretation IFRIC 22 : opérations en devise et paiements d'avance.

3.30. Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice

3.31. Cessions

Le Groupe n'a cédé aucune entité au cours de l'année 2016.

3.32. Acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition d'entités au cours de l'année 2016.

NOTE 4. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe Sonasid intervient principalement dans le secteur de la sidérurgie. Par ailleurs, la quasi-totalité de son activité est réalisée au Maroc. De ce fait, le Groupe Sonasid n'a retenu aucun niveau d'information sectorielle ou par zone géographique.

NOTE 5. CHIFFRE D'AFFAIRES

Les produits des activités ordinaires du Groupe Sonasid se décomposent de la manière suivante :

En millions de MAD	2016	2015
- Chiffre d'affaires	3 114,7	3 529,3
- Autres produits de l'activité	(36,1)	(195,93)
Total produits des activités ordinaires	3 078,6	3 333,4

Le chiffre d'affaires se décompose globalement comme suit :

En millions de MAD	2016	2015
- Ventes de marchandises en l'état	65,6	26,72
- Production vendue de biens et services	3 049,1	3 502,6
Chiffre d'affaires	3 114,7	3 529,3

NOTE 6. ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et les autres charges externes se décomposent comme suit :

En millions de MAD	2016	2015
Achats revendus de marchandises	(61,4)	(20,8)
Achats consommés de matières et fournitures	(2 374,6)	(2 661,9)
Achats	(2 435,9)	(2 682,7)
Loyers opérationnels	(7,1)	(6,1)
Redevances de crédit-bail	(13,0)	(13,0)
Entretien et réparations	(7,3)	(7,3)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(6,1)	(7,8)
Transport	(114,0)	(113,9)
Publicité, publications et relations publiques	(1,5)	(1,5)
Charges externes diverses	(85,6)	(120,5)
Autres charges externes	(234,6)	(270,1)
Total Achats et Autres charges externes	(2 670,5)	(2 944,9)

NOTE 7. FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

7.1. Frais de personnel

Les charges de personnel de l'année 2016 sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

En millions de MAD	2016	2015
Salaires et traitements	(127,5)	(137,7)
Autres charges sociales	(39,9)	(42,5)
Dotations nettes aux provisions pour avantages du personnel	(5,7)	(5,5)
Total	(173,2)	(185,6)

7.2. Effectifs moyens

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration globale se ventilent comme suit :

	2016	2015	Var %
Cadres	65	77	-16%
Non cadres	741	823	-10%
Intérimaires	0	2	-100%
Total	806	902	-11%

7.3. Rémunérations des organes d'administration et de direction

L'information relative à la rémunération des organes d'administration et de direction figure dans la note 29 relative aux parties liées.

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 8. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les périodes closes les 31 Décembre 2016 et 31 Décembre 2015 se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	2016	2015
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations incorporelles	(1,4)	(0,7)
Immobilisations corporelles	(171,5)	(158,6)
Sous-total	(173,0)	(159,3)
Provisions et pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Stocks	(11,9)	(9,9)
Créances	(40,1)	(67,4)
Provisions pour risques et charges	(17,3)	(9,5)
Sous-total	(69,2)	(86,9)
Total	(242,2)	(246,2)
Dont Amortissements et provisions des activités poursuivies	(242,2)	(246,2)
Dont Amortissements et provisions des activités non poursuivies		

Une description des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est incluse dans les notes 14 et 15 de ces états financiers.

Le détail des variations des pertes de valeur relative aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 17 et 18 de ces états financiers.

Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 21 de ces états financiers.

NOTE 9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

En Millions de MAD	2016	2015
Cession d'actifs	0,0	0,4
Résultats sur dérivés de change – Trading	0,5	0,2
Autres produits et charges d'exploitation	22,2	77,3
Autres produits et charges d'exploitation non courante*	(21,8)	(17,9)
Total produits et charges d'exploitation	0,84	59,97

* Ce poste est détaillé dans le tableau suivant

9.1. Autres produits et charges d'exploitation non courants

En Millions de MAD	2016	2015
Autres produits non courants	6,9	1,6
Autres charges non courantes	(28,8)	(19,5)
Total autres produits et charges d'exploitation non courants	(21,8)	(17,9)

9.2. Résultats sur dérivés

Ce poste enregistre principalement la variation de juste valeur des dérivés de change en Trading.

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 10. RÉSULTAT FINANCIER

Les résultats financiers au 31 décembre 2016 et décembre 2015 se décomposent de la façon suivante :

En Millions de MAD	2016	2015
Produits d'intérêts	6,6	3,8
Charges d'intérêts	(13,1)	(13,9)
Reprises des pertes de valeur		
Gains et pertes de change	8,0	13,7
Autres charges financières	(0,0)	0,6
Autres produits et charges financiers	7,94	14,35
Résultat financier	1,44	4,23

Le poste « produits d'intérêts » comprend essentiellement les intérêts sur les placements des excédents de trésorerie.

Le poste « Autres charges financières » est lié à l'impact de l'actualisation des provisions pour risques et charges conformément à IAS 37.

NOTE 11. IMPÔTS

11.1. Charge d'impôt

11.1.1. Reconnue en compte de résultat

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, s'analyse comme suit :

En Millions de MAD	2016	2015
Charge d'impôt courant		
Charge de l'exercice	(30,8)	(18,7)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	0,0	0,0
	(30,8)	(18,7)
(Charges) / produits d'impôts différés	34,9	(1,6)
Variations des différences temporaires	34,9	(2,5)
Variations des taux d'imposition		
Variation des déficits fiscaux antérieurs		0,9
	34,9	(1,6)
Charge / Produit total d'impôt	4,1	(20,3)

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de la période.

11.1.2. Impôts différés comptabilisés au bilan

En Millions de MAD	Actif		Passif		Net	
	31-déc-16	31-déc-15	31-déc-16	31-déc-15	31-déc-16	31-déc-15
Impôts différés						
Provenant des différences temporaires	139,3	16,8	300,4	211,1	(161,1)	(194,3)
Provenant des déficits fiscaux	1,0	0,9			1,0	0,9
Provenant des crédits d'impôt					0,0	
Total	140,2	17,8	300,4	211,1	(160,2)	(193,3)

11.1.3. Preuve d'impôt

En Millions de MAD	2016	2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	(62,7)	(62,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé (hors S.M.E)	(62,7)	(62,0)
Impôt sur les bénéfices	(30,8)	(18,7)
Impôts différés	34,9	(1,6)
Total charge fiscale	4,1	(20,3)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts (hors S.M.E)	(66,8)	(41,8)
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale / Résultat comptable avant impôts)	(0,1)	0,5
Impôt sur différences permanentes		
Régularisation sur IS (a)		
Cotisation minimale	0,0	5,3
Autres différences (b)	15,6	2,1
Charge fiscale recalculée	19,8	(12,9)
Taux d'impôt légal au Maroc (charge fiscale recalculée / résultat comptable avant impôts)	0,3	0,3

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 12. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

En Millions de MAD	2016	2015
Nombre moyen pondéré :		
- d'actions ordinaires émises	3 900 000	3 900 000
- d'actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat	-	-
- d'actions d'auto détention	-	-
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	3 900 000	3 900 000
Nombre d'instruments dilutifs	-	-
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action	3 900 000	3 900 000

À ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Le résultat de base par action est de **(16,02) Dirhams** au 31 décembre 2016 contre **(15,92) Dirhams** au 31 décembre 2015.

Exercices clos le 31 Décembre	2016	2015
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	(62,45)	(62,08)
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	3 900 000	3 900 000
Résultat de base par action des activités poursuivies	(16,02) MAD	(15,92) MAD
Résultat dilué par action des activités poursuivies	(16,02) MAD	(15,92) MAD

NOTE 13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En Millions de MAD	Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2015	38,6		1,3	40,0
Acquisitions			3,1	3,1
Autres mouvements	1,7		(1,7)	0,0
Au 31 décembre 2015	40,3		2,7	43,0
Au 1^{er} janvier 2016	40,3		2,7	43,0
Acquisitions				
Autres mouvements	8,7		(2,7)	6,0
Au 31 décembre 2016	49,0		0,0	49,0
Amortissements et pertes de valeurs				
Au 1^{er} janvier 2015	(39,1)			(39,1)
Amortissements	(0,7)			(0,7)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2015	(39,8)			(39,8)
Au 1^{er} janvier 2016	(39,8)			(39,8)
Amortissements	(1,4)			(1,4)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2016	(41,2)			(41,2)
Valeurs nette				
Au 31 décembre 2015	0,5			3,2
Au 31 décembre 2016	7,8	0,0	0,0	7,8

Les amortissements et les pertes de valeur de la période sont comptabilisés au niveau des amortissements et provisions d'exploitation.

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

En Millions de MAD	Terrains	Construction	Matériel et outillage	Immobilisations en cours	Autres	Total
Valeurs brutes						
Au 1^{er} janvier 2015	263,8	706,3	3 284,8	48,5	52,6	4 356,3
Acquisitions		0,9		68,1	0,0	69,1
Cessions		(0,2)	(0,4)		(1,1)	(1,5)
Autres mouvements		6,1	69,7	(76,7)	0,8	0,0
Au 31 décembre 2015	263,8	713,2	3 354,3	39,9	52,5	4 423,9
Au 1^{er} janvier 2016	263,8	713,2	3 354,3	40,0	52,5	4 423,9
Acquisitions		0,1		48,1		48,2
Cessions						0,0
Autres mouvements	2,3	6,0	67,9	(83,4)	1,2	(6,0)
Au 31 décembre 2016	266,2	719,4	3 422,2	4,7	53,7	4 466,2
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 1^{er} janvier 2015	(28,8)	(373,2)	(2 102,0)	0,0	(49,7)	(2 553,9)
Amortissements	(3,0)	(23,4)	(130,7)	0,0	(0,9)	(158,6)
Cessions	0,0	0,2	0,4	0,0	1,1	1,6
Autres mouvements						
Au 31 décembre 2015	(31,8)	(382,6)	(2 232,3)	0,0	(49,5)	(2 696,3)
Au 1^{er} janvier 2016	(31,8)	(382,6)	(2 232,3)	0,0	(49,5)	(2 696,3)
Amortissements	(3,0)	(35,7)	(131,2)		(1,7)	(171,5)
Cessions						
Autres mouvements						
Au 31 décembre 2016	(34,8)	(418,3)	(2 363,5)	0,0	(51,2)	(2 867,8)
Valeurs nettes						
Au 31 décembre 2015	232,0	330,6	1 122,0	39,9	2,9	1 727,6
Au 31 décembre 2016	231,4	301,1	1 058,7	4,7	2,5	1 598,3

Immeubles de placement

Le Groupe ne dispose pas d'immeubles de placement au 31 décembre 2016.

NOTE 15. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Part non courante		
- instruments financiers dérivés	0,0	0,0
- actifs disponibles à la vente	0,0	0,0
- prêts et créances	40,1	40,1
Total	40,1	40,1
Part courante		
- instruments financiers dérivés	0,7	0,2
- actifs disponibles à la vente	0,0	0,0
- prêts et créances	0,0	0,0
Total	0,7	0,2
Total autres actifs financiers	40,8	40,3

15.1. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés concernent les couvertures de charge à terme qualifiés de Trading.

15.2. Prêts et créances

Les prêts et créances se décomposent en valeur nette comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Part non courante		
- Prêts au personnel	0,0	0,0
- Dépôts et cautionnements	40,1	40,1
Total	40,1	40,1

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 16. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Stocks de marchandises	30,1	0,6
Stocks de matières et fournitures consommables	384,3	536,3
En-cours de production	94,5	117,3
Stocks de produits finis intermédiaires	300,6	313,8
Total des stocks en valeur brute	809,4	968,2
Montant de la perte de valeur en début de période	(108,8)	(98,8)
Perte de valeur constatée sur la période	(24,9)	(17,3)
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions		
Reprise de perte de valeur devenue sans objet	13,0	7,3
Autres mouvements	0,0	0,0
Montant de la perte de valeur en fin de période	(120,7)	(108,8)
Total stocks, net	688,7	859,4

NOTE 17. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2016 et 31 décembre 2015 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Clients et comptes rattachés	633,5	562,7
Dépréciation clients et comptes rattachés	(262,9)	(222,8)
Total Créances clients	370,6	339,9
Fournisseurs débiteurs - avances et acomptes	96,5	6,6
Personnel – débiteur	0,7	0,9
Etat – débiteur	165,9	236,7
Comptes d'associés débiteurs	0,6	0,6
Créances sur cession d'actifs		
Autres débiteurs	13,1	12,4
Compte de régularisation - actif	3,5	3,7
Total autres débiteurs courants	280,3	260,9

NOTE 18. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Titres et valeurs de placement	544,7	599,1
Banque	9,6	115,7
Autres comptes de trésorerie	0,2	0,5
Total	554,5	715,3

NOTE 19. CAPITAUX PROPRES

19.1. Politique de gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- rembourser le capital aux actionnaires ;
- émettre de nouvelles actions ; ou
- vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net / capitaux propres), qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie et la réserve de variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

19.2. Variation des capitaux propres part du Groupe

En millions de DHS	31-déc-16	31-déc-15
Capitaux propres consolidés en début d'exercice	1 945,0	2 165,1
Dividendes versés		(159,9)
Autres variations	3,9	1,7
Augmentation de capital		
Résultat net (part du Groupe) de la période	(62,5)	(62,0)
Capitaux propres consolidés part du Groupe	1 886,4	1 945,0

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

19.3. Variation des réserves Groupe

Les réserves se décomposent de la façon suivante :

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Réserve légale	39,0	39,0
Réserve de conso Groupe	(0,8)	(0,8)
Autres réserves Groupe	728,6	728,6
Autres réserves	790,5	845,6
Report à nouveau		2,9
Réserves Groupe	1 557,3	1 615,3

- La réserve de consolidation Groupe est de -0,8 MMAD en 2016. Cette dernière n'a subi aucune variation par rapport à 2015.
- Les autres réserves Groupe comprennent l'impact de la première adoption des normes IAS/IFRS. Leur variation entre 2015 et 2016 a pour origine les impacts des retraitements IFRS du résultat au 31 décembre 2016.
- Les autres réserves comprennent les réserves réglementées et les réserves facultatives de la société Sonasid.

19.4. Variation des intérêts minoritaires

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Intérêts minoritaires en début d'exercice	1,8	1,9
Dividendes versés		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	(0,2)	(0,2)
Intérêts minoritaires	1,6	1,8

NOTE 20. PROVISIONS

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Litiges	1,9	1,9
Autres risques	106,1	88,7
Total	108,0	90,6
Dont :		
- Part non courante	107,5	89,6
Part courante	0,5	1,0

La variation de ces provisions entre 2015 et 2016 s'analyse comme suit :

En millions de MAD	Solde au 1 ^{er} janvier 2016	Dotation de l'exercice	Reprise provisions	Solde au 31 décembre 2016
Litiges	1,9			1,9
Autres risques	88,7	26,8	(9,5)	106,0
Total	90,6	26,8	(9,5)	107,9
Dont :				
- Part non courante	89,6	26,8	(9,0)	107,4
- Part courante	1,0		(0,6)	0,5

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 21. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les engagements du Groupe SONASID ne sont pas couverts par des actifs de couverture.

Les niveaux des provisions au 31 décembre 2016 :

Groupe Filiale Avantages	Total	Sonasis Sonasis IDR	Sonasis Sonasis Maladie
Provisions au 1 ^{er} Janvier 2016	83 796 586	7 129 598	76 666 988
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	7 651 988	824 524	6 827 464
Reprise pour utilisation / prestations payées	- 2 003 286	- 100 000	- 1 903 286
Variation de périmètre	-		
Business combination (seulement si significatif)	-		
Écart de conversion	-		
OCI	- 5 627 404	57 845	- 5 685 249
Provision au 31 décembre 2016	83 817 884	7 911 967	75 905 917

Résumé des principales dispositions des régimes

A. Indemnités de Fin de Carrière

Les salariés du Groupe SONASID perçoivent une indemnité au moment de leur départ en retraite.

Cette indemnité est soumise aux charges sociales, et dépend de la catégorie socioprofessionnelle du salarié. Les modalités de calcul en sont présentées ci-dessous :

Catégorie Socioprofessionnelle (CSP)	Indemnité en MAD
Personnel d'exécution	30 000
Agent de maîtrise	35 000
Cadre	40 000
Cadre directeur	50 000

B. Couverture de Frais de santé

SONASID offre une couverture médicale à ses salariés et retraités par le biais de contrats d'assurance.

Sous réserve d'être présent au moment du départ à la retraite, la couverture médicale est viagère pour tout le personnel du Groupe SONASID.

Les conjoints et les ayants droit bénéficient de la couverture médicale tant que l'ouvrant droit (i.e. le retraité) est en vie. En cas de décès de ce dernier, ils ne sont plus couverts par le contrat.

L'assurance couvre les frais médicaux engagés à un taux généralement compris entre 70 % et 80 %.

Par ailleurs, le contrat d'assurance prévoit des frais de gestion à la charge de l'employeur à hauteur de 38 % des sommes remboursées.

BASE ACTUARIELLE

A. Méthode actuarielle

La méthode actuarielle utilisée pour ces évaluations est la Projected Unit Credit method (PUC Proratée) :

L'indemnité susceptible d'être versée d'après les accords en vigueur dans l'entreprise, est estimée pour chaque participant à partir de ses données personnelles projetées (ancienneté et salaire) à l'âge de versement de la prestation.

Les engagements de la société envers le participant (Valeur Actuarielle des Prestations Futures ou VAP) sont alors calculés en multipliant la prestation estimée par un facteur actuariel, tenant compte :

- de la probabilité de présence du participant dans l'entreprise et de survie jusqu'au versement de la prestation.
- de l'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation.

Ces engagements globaux, calculés pour la carrière totale

projetée du participant, sont ensuite repartis uniformément sur chacun des exercices, passés et futurs, entraînant une attribution de droits auprès du régime pour le participant.

La part des engagements affectée aux exercices antérieurs à la date de l'évaluation (Dette Actuarielle) correspond aux engagements de la société pour services « rendus ».

La part des engagements affectée à l'exercice qui suit la date de l'évaluation est appelée Coût des services rendus ou Coût Normal. Elle correspond à l'accroissement probable des engagements du fait de l'année de service supplémentaire que le participant aura effectuée à la fin de cet exercice.

Les résultats individuels de l'évaluation sont ensuite cumulés pour obtenir les résultats globaux au niveau de la société.

La durée résiduelle moyenne probable est la moyenne des durées restantes jusqu'au versement de la prestation considérée, pondérée par les probabilités de décès et de mobilité. Elle est nulle pour les retraités.

B. Hypothèse actuarielle

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUE		
Date d'évaluation		31.12.2016
Taux d'inflation		1.50%
Taux d'inflation médicale		4%
Taux d'actualisation		
Frais de Santé		5.40%
Indemnité de fin de carrière		4.00%
Taux moyen de charges sociales		15.00%
Taux d'augmentation des rémunérations (brut d'inflation)		3.50%
Taux de revalorisation des indemnités forfaitaires		1.50%
HYPOTHÈSES DÉMOGRAPHIQUE		
Mortalité		TG CIMR 2012
Invalidité		Non prise en compte
Taux de mobilité par tranche d'âges		
Tranches d'âges	Cadres	Sonasisd
29 ans et avant	20.00%	10.00%
30 à 34 ans	10.00%	5.00%
35 à 39 ans	7.50%	3.75%
40 à 44 ans	5.00%	2.50%
45 à 49 ans	2.00%	1.00%
50 ans et plus	0.00%	0.00%
Taux d'occupation jusqu'à la retraite		Identique à celui de la date d'évaluation
Age de départ à la retraite		60 ans

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 22. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Dettes de location financement	0,00	0,00
Total dettes financières non courantes	0,0	0,0
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	200,7	496,2
Dettes de location financement	0,00	25,20
Instruments dérivés de couverture	0,00	0,00
Total dettes financières courantes	200,7	521,4
Total	200,7	521,4

Les emprunts courants auprès des établissements de crédit concernent essentiellement les découverts bancaires et autres crédits de trésorerie.

NOTE 23. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs du Groupe se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Dettes fournisseurs non courants		
Compte de régularisation - passif - part > 1 an	33,7	36,4
Total autres créditeurs non courants	33,7	36,4
Total fournisseurs et autres créditeurs non courants	33,7	36,4

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Fournisseurs et comptes rattachés	869,4	831,6
Clients créditeurs avances & acomptes	20,1	44,5
Personnel créditeur	25,1	16,4
Organismes sociaux	1,7	3,4
État créditeur	136,1	169,0
Comptes d'associés créditeurs	1,1	1,1
Dettes s/ acquis. d'actifs		
Autres créanciers	6,8	4,9
Compte de régularisation - passif	5,4	2,7
Total Autres créditeurs courants	196,5	242,0
Total fournisseurs et autres créditeurs courants	1 099,6	1 110,0

Le compte de régularisation - passif - part > 1 an comprend la part à plus d'un an des subventions d'investissements.

NOTE 24. INSTRUMENTS FINANCIERS

24.1. Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances d'exploitation, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Titres de participation dans des sociétés non consolidées :
- Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.

- Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.

- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Clients et autres débiteurs	370,6	339,9
Autres actifs financiers	40,8	40,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	554,5	715,3
Total	966,0	1 095,5

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

24.2. Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des emprunts à court terme apparaît comme une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont

les suivantes :

- Dettes de financement : la juste valeur des dettes de financement (emprunts obligataires, dettes auprès des établissements de crédit...) correspond à leur coût amorti (valeur nominale diminuée des frais d'émission de l'emprunt si ces derniers représentent au moins 1% de cette valeur).
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Fournisseurs et autres créditeurs	1 099,6	1 110,2
Dettes financières non courantes	0,0	0,0
Dettes financières courantes	200,7	521,4
Total	1 300,3	1 631,6

24.3. Gestion des risques

De par ses activités, le Groupe est exposé au risque de change.

Pour réduire et gérer son exposition au risque de variation de change, le Groupe Sonasid utilise des instruments financiers dérivés dans le but de couvrir les expositions budgétaires en devises hautement probables et/ou les engagements fermes à l'importation. Comptablement, ces instruments dérivés ne sont pas qualifiés de couverture.

Ces risques sont contrôlés par une équipe dédiée et indépendante, ayant la faculté le cas échéant de rapporter directement à la Direction Générale.

L'intégralité de ces dérivés est comptabilisée à la juste valeur au bilan.

La juste valeur des instruments dérivés de change se présente comme suit :

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Instruments dérivés – actif	0,2	0,2
- change	0,2	0,2
Instruments dérivés – passif		
Change		

• Risque de crédit et de contrepartie

Le Groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Le Groupe a mis en place des politiques visant à limiter son exposition au risque de contrepartie. Ces politiques reposent sur une sélection rigoureuse des contreparties en fonction de plusieurs critères (ex : actifs et capitaux propres, notations des agences de notation, etc.), et selon les échéances de transaction.

Les principales mesures prises pour le groupe concernent la limitation du risque de crédit clients.

Ainsi, dès début janvier 2007, le Groupe a souscrit à une assurance couvrant le crédit client.

NOTE 25. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Le résultat opérationnel courant inclus une charge de loyer relative aux contrats de location simple de **9,05 MMAD** au 31 décembre 2015 et de **9,05 MMAD** au 31 décembre 2016.

Ci-joint les engagements de loyers pour les cinq prochaines années :

En millions de MAD	31-déc-16
2017	9,05
2018	9,05
2019	9,05
2020	9,05
2021	9,05
Au-delà de 2021	0

NOTE 26. AUTRES ENGAGEMENTS

Ci-joint les engagements de loyers pour les cinq prochaines années :

Engagements donnés		
En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Avals, cautions et garanties donnés	66,7	65,2
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués	0,0	0,0
Autres engagements donnés	613,1	772,1
Total	679,8	837,3
Engagements reçus		
En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Avals, cautions et garanties reçus	156,7	154,0
Nantissement et hypothèques reçus	10,0	10,0
Autres engagements reçus	0,0	0,0
Total	166,7	164,0

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- **Notes aux comptes consolidés**
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

NOTE 27. PASSIFS ÉVENTUELS

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

Par ailleurs, le Groupe a d'autres passifs éventuels liés aux lois sur l'environnement (les décrets d'application n'ayant pas encore été promulgués). Toutefois, ces éléments ne devraient pas amener le groupe à comptabiliser un passif.

NOTE 28. PARTIES LIÉES

La rémunération des administrateurs et des membres du comité de direction incluses dans les charges de la période se décompose comme suit :

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Administrateurs	1,1	1,1
Membres du comité de direction	6,0	7,9
Total	7,1	9,0

NOTE 29. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

29.1. Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice

En Millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Variation des stocks	(170,7)	(139,3)
Variation des créances	49,9	(145,6)
Variation des dettes	(331,9)	160,0
Variation du BFR	211,1	(133,9)

29.2. Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT

En millions de MAD	31-déc-16	31-déc-15
Trésorerie et équivalents de trésorerie	554,5	715,3
Trésorerie Passive (montant inclus dans les dettes courantes envers les établissements de crédit)	(200,7)	(496,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – bilan	353,8	219,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie – TFT	353,8	219,1

NOTE 30. ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 31 Décembre 2015.

NOTE 31. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2015

	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode
SONASID	100%	100%	IG	100%	100%	IG
LONGOMETAL ARMATURE	96,93%	96,93%	IG	96,93%	96,93%	IG



ERNST & YOUNG et Associés
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca - Maroc

Aux actionnaires de la société
SONASID
Route nationale
n° 2 El Aaroui - BP 551
Nador



Price Waterhouse
101, Bd Massira Al Khadra
20100 Casablanca - Maroc

RÉSUMÉ DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la société SONASID et de sa filiale (Groupe SONASID), comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2016, le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé, l'état de variation des capitaux propres consolidés et le tableau de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, et des annexes aux comptes consolidés contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1 888 010 compte tenu d'une perte nette consolidée de KMAD 62 681.

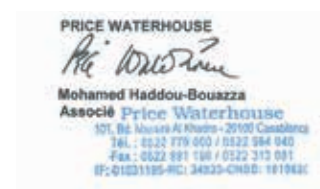
La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les Normes de la Profession au Maroc.

À notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble du Groupe SONASID constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 24 mars 2017

Les Commissaires aux Comptes



- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- **Comptes sociaux**
- Résolutions 2016

Compte sociaux au 31 décembre 2016

BILAN (actif)

BILAN (actif)		Au : 31/12/2016			
ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	-	-	-	0,00
• Frais préliminaires		-	-	-	0,00
• Charges à répartir sur plusieurs exercices		-	-	-	0,00
• Primes de remboursement des obligations		-	-	-	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	52 112 573,26	44 732 598,01	7 379 975,25	2 138 715,42
• Immobilisation en recherche et développement		-	-	-	0,00
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires		44 620 946,77	37 240 971,52	7 379 975,25	2 138 715,42
• Fonds commercial		7 491 626,49	7 491 626,49	-	0,00
• Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	3 892 362 157,86	3 214 998 253,33	677 363 904,53	752 154 111,77
• Terrains		111 477 645,66	6 040 767,74	105 436 877,92	103 485 516,17
• Constructions		517 539 153,69	328 776 277,16	188 762 876,53	206 317 140,66
• Installations techniques, matériel et outillage		3 180 427 244,64	2 803 710 914,86	376 716 329,78	400 640 689,57
• Matériel de transport		42 730 749,30	42 719 315,97	11 433,33	14 700,00
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		31 328 948,78	29 584 909,79	1 744 038,99	1 717 928,85
• Autres immobilisations corporelles		4 166 067,81	4 166 067,81	-	0,00
• Immobilisations corporelles en cours		4 692 347,98	-	4 692 347,98	39 978 136,52
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	(D)	98 488 944,99	33 419 431,20	65 069 513,79	71 572 383,07
• Prêts immobilisés		140 853,43	-	140 853,43	189 974,23
• Autres créances financières		39 853 991,56	-	39 853 991,56	39 853 991,56
• Titres de participation		58 494 100,00	33 419 431,20	25 074 668,80	31 528 417,28
• Autres titres immobilisés		-	-	-	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF	(E)	-	-	-	0,00
• Diminution des créances immobilisées		-	-	-	0,00
• Augmentation des dettes de financement		-	-	-	0,00
TOTAL I (A + B + C + D + E)		4 042 963 676,11	3 293 150 282,54	749 813 393,57	825 865 210,26
STOCKS	(F)	761 815 926,96	100 895 741,92	660 920 185,04	815 157 708,99
• Marchandises		30 068 243,95	-	30 068 243,95	685 937,26
• Matières et fournitures consommables		370 002 670,69	93 077 428,65	276 925 242,04	439 101 828,81
• Produits en cours		41 274 050,28	437 791,44	40 836 258,84	61 450 958,65
• Produits intermédiaires et produits résiduels		53 408 420,08	-	53 408 420,08	50 747 968,37
• Produits finis		267 062 541,96	7 380 521,83	259 682 020,13	263 171 015,90
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(G)	749 318 275,14	173 382 662,77	575 935 612,37	509 148 113,20
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes		96 003 658,81	-	96 003 658,81	6 511 508,08
• Clients et comptes rattachés		487 742 865,29	164 427 086,56	323 315 778,73	260 407 632,00
• Personnel - Débiteur		477 566,69	-	477 566,69	765 548,51
• État - Débiteur		128 173 559,02	-	128 173 559,02	195 077 757,84
• Comptes d'associés		20 646 524,70	-	20 646 524,70	30 646 524,70
• Autres débiteurs		12 731 901,21	8 955 576,21	3 776 325,00	12 039 518,49
• Comptes de régularisation-actif		3 542 199,42	-	3 542 199,42	3 699 623,58
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	(H)	544 670 857,40	-	544 670 857,40	599 191 219,02
ÉCART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants)	(I)	11 303,61	-	11 303,61	2 997 152,04
TOTAL II (F + G + H + I)		2 055 816 363,11	274 278 404,69	1 781 537 958,42	1 926 494 193,25
TRÉSORERIE - ACTIF		8 850 096,61	-	8 850 096,61	107 329 601,56
• Chèques et valeurs à encaisser		-	-	-	0,00
• Banques, T.G et C.C.P. débiteurs		8 781 789,51	-	8 781 789,51	107 281 680,75
• Caisses, régies d'avances et accreditifs		68 307,10	-	68 307,10	47 920,81
TOTAL III		8 850 096,61	-	8 850 096,61	107 329 601,56
TOTAL GÉNÉRAL I + II + III		6 107 630 135,83	3 567 428 687,23	2 540 201 448,60	2 859 689 005,07

Arrêté l'Actif du bilan 2016 à la somme de : 2 540 201 448,60

Deux-milliards-cinq-cent-quarante-millions-deux-cent-un-mille-quatre-cents-quarante-huit- Dirhams, soixante-Centimes

BILAN (passif)

BILAN (passif)		Au : 31/12/2016	
PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES			
• Capital social ou personnel ⁽¹⁾		390 000 000,00	390 000 000,00
• moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		0,00	0,00
= Capital appelé dont versé.....		390 000 000,00	390 000 000,00
• Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 604 062,88	1 604 062,88
• Ecart de réévaluation		0,00	0,00
• Réserve légale		39 000 000,00	39 000 000,00
• Autres réserves		845 654 313,94	845 654 313,94
• Report à nouveau ⁽²⁾		-34 166 603,16	2 991 375,86
• Résultats nets en Instance d'affectation ⁽²⁾		0,00	0,00
• Résultat net de l'exercice ⁽²⁾		-45 943 243,19	-37 157 979,02
Total des Capitaux propres	(A)	1 196 148 530,47	1 242 091 773,66
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS		(B)	62 335 230,82
• Subventions d'investissement		0,00	4 799 999,99
• Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires		62 335 230,82	78 908 845,12
• Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition		0,00	0,00
• Provisions réglementées pour investissements		0,00	0,00
• Provisions réglementées pour reconstitution des gisements		0,00	0,00
• Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements		0,00	0,00
• Autres provisions réglementées		0,00	0,00
DETTES DE FINANCEMENT	(C)	0,00	0,00
• Emprunts obligataires		0,00	0,00
• Emprunts auprès des établissements de crédit		0,00	0,00
• Avances de l'État		0,00	0,00
• Dettes rattachées à des participations et billets de fonds		0,00	0,00
• Avances reçues et comptes courants bloqués		0,00	0,00
• Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement		0,00	0,00
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES	(D)	107 451 112,08	89 634 563,08
• Provisions pour risques		107 451 112,08	89 634 563,08
• Provisions pour charges		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF	(E)	0,00	0,00
• Augmentation des créances immobilisées		0,00	0,00
• Diminution des dettes de financement		0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)		1 365 934 873,37	1 415 435 181,85
DETTES DU PASSIF CIRCULANT		(F)	988 150 967,87
• Fournisseurs et comptes rattachés		853 300 580,09	807 726 712,28
• Clients créditeurs, avances et acomptes		4 901 552,41	10 503 515,00
• Personnel - créditeur		22 600 151,42	15 298 724,95
• Organismes sociaux		925 125,72	2 136 438,18
• État - créditeur		102 132 057,06	128 928 539,02
• Comptes d'associés - créditeurs		1 120 874,00	1 120 874,00
• Autres Créanciers		678 868,85	678 868,85
• Comptes de régularisation - Passif		2 491 758,32	19 296,73
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	(G)	11 303,61	2 997 152,04
ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (Éléments circulants)	(H)	708 508,45	2 365 783,04
TOTAL II (F + G + H)		988 870 779,93	971 775 904,09
TRÉSORERIE - PASSIF			472 477 919,13
• Crédits d'escompte		0,00	0,00
• Crédits de trésorerie		110 000 000,00	420 000 000,00
• Banques (soldes créditeurs)		75 395 795,29	52 477 919,13
TOTAL III		185 395 795,29	472 477 919,13
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III		2 540 201 448,60	2 859 689 005,07

(1) capital personnel débiteur (-)

(2) bénéficiaire (+) ; déficitaire (-)

Arrêté le Passif du bilan 2016 à la somme de : 2 540 201 448,60

Deux-milliards-cinq-cent-quarante-millions-deux-cent-un-mille-quatre-cents-quarante-huit- Dirhams, soixante-Centimes

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- **Comptes sociaux**
- Résolutions 2016

Compte de produits et charges (hors taxes)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)					Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016
NATURE	OPÉRATIONS			SITUATION COMPARATIVE AU 31/12/2015	
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2	TOTAUX DE L'EXERCICE 3=1+2		4
I PRODUITS D'EXPLOITATION					
• Ventes de marchandises (en l'état)	58 979 925,57	0,00	58 979 925,57	15 090 253,44	
• Ventes de biens et services produits	2 951 535 127,48	0,00	2 951 535 127,48	3 410 800 333,27	
• Variation de stocks de produits(±) ⁽¹⁾	-23 270 269,12		-23 270 269,12	-187 855 932,62	
• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-m me.	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Reprises d'exploitation; transferts de charges.	111 682 956,15	0,00	111 682 956,15	156 208 357,95	
TOTAL I	3 098 927 740,08	0,00	3 098 927 740,08	3 394 243 012,04	
II CHARGES D'EXPLOITATION					
• Achats revendus ⁽²⁾ de marchandises	59 180 584,70	0,00	59 180 584,70	15 179 902,52	
• Achats consommés ⁽²⁾ de matières et fournitures	2 327 729 387,47	1 005 566,99	2 328 734 954,46	2 616 515 724,09	
• Autres charges externes	246 581 658,06	822 059,62	247 403 717,68	273 646 148,17	
• Impôts et taxes	61 413 476,84	0,00	61 413 476,84	62 366 855,30	
• Charges de personnel	151 291 333,35	0,00	151 291 333,35	160 565 021,75	
• Autres charges d'exploitation	1 120 000,00	0,00	1 120 000,00	1 120 000,00	
• Dotation d'exploitation	244 804 657,87	0,00	244 804 657,87	312 639 663,69	
TOTAL II	3 092 121 098,29	1 827 626,61	3 093 948 724,90	3 442 033 315,52	
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	6 806 641,79	-1 827 626,61	4 979 015,18	-47 790 303,48	
IV PRODUITS FINANCIERS					
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés.	0,00		0,00	0,00	
• Gains de change	9 853 920,56	1 699 239,49	11 553 160,05	23 855 667,76	
• Intérêts et autres produits financiers	6 291 333,37	0,00	6 291 333,37	4 446 706,20	
• Reprises financières; transfert de charges	2 997 152,04	0,00	2 997 152,04	7 707 352,49	
TOTAL IV	19 142 405,97	1 699 239,49	20 841 645,46	36 009 726,45	
V CHARGES FINANCIÈRES					
• Charges d'intérêts	9 229 834,86	0,00	9 229 834,86	8 425 469,07	
• Pertes de change	4 935 593,15	0,00	4 935 593,15	15 297 539,62	
• Autres charges financières	3 099,95	0,00	3 099,95	0,00	
• Dotations financières	6 465 052,09	0,00	6 465 052,09	8 455 635,04	
TOTAL V	20 633 580,05	0,00	20 633 580,05	32 178 643,73	
RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-1 491 174,08	1 699 239,49	208 065,41	3 831 082,72	
RÉSULTAT COURANT (III+VI)	5 315 467,71	-128 387,12	5 187 080,59	-43 959 220,76	

(1) Variation de stocks : stock final-stock initial ; augmentation (+) ; diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

Compte de produits et charges (hors taxes)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)					Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016	
NATURE	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE 3=1+2	SITUATION COMPARATIVE AU 31/12/2015		
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		4		
VII RÉSULTAT COURANT (reports)	5 315 467,71	-128 387,12	5 187 080,59	-43 959 220,76		
VIII PRODUITS NON COURANTS						
• Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	0,00		
• Subventions d'équilibre	0,00		0,00	0,00		
• Reprises sur subventions d'investissement	4 799 999,99		4 799 999,99	4 800 000,00		
• Autres produits non courants	0,00		0,00	20,00		
• Reprises non courantes ; transferts de charges	26 988 023,96		26 988 023,96	46 928 163,17		
TOTAL VIII	31 788 023,95		31 788 023,95	51 728 183,17		
IX CHARGES NON COURANTES						
• Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.	0,00		0,00	6 432,26		
• Subventions accordées	0,00		0,00	0,00		
• Autres charges non courantes	25 179 055,98		25 179 055,98	17 042 475,55		
• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions.	28 230 958,66		28 230 958,66	10 619 983,22		
TOTAL IX	53 410 014,64		53 410 014,64	27 668 891,03		
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII±IX)	-21 621 990,69	0,00	-21 621 990,69	24 059 292,14		
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII-X)	-16 306 522,98	-128 387,12	-16 434 910,10	-19 899 928,62		
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	29 508 333,08		29 508 333,08	17 258 050,40		
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)	-45 814 856,07	-128 387,12	-45 943 243,19	-37 157 979,02		
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	3 149 858 170,00	1 699 239,49	3 151 557 409,49	3 481 980 921,66		
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	3 195 673 026,07	1 827 626,61	3 197 500 652,68	3 519 138 900,68		
XVI RÉSULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)	-45 814 856,07	-128 387,12	-45 943 243,19	-37 157 979,02		

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)		Exercice du : 01/01/2016 ou 31/12/2016	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R.)			
		31/12/2016	31/12/2015
1	Ventes de marchandises en l'état	58 979 925,57	15 090 253,44
2	- Achats revendus de marchandises	59 180 584,70	15 179 902,52
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	-200 659,13	-89 649,08
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)	2 928 264 858,36	3 222 944 400,65
3	• Ventes de biens et services produits	2 951 535 127,48	3 410 800 333,27
4	• Variation stocks de produits	-23 270 269,12	-187 855 932,62
5	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE : (6+7)	2 576 138 672,14	2 890 161 872,26
6	• Achats consommés de matières et fournitures	2 328 734 954,46	2 616 515 724,09
7	• Autres charges externes	247 403 717,68	273 646 148,17
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I + II - III)	351 925 527,09	332 692 879,31
8	+ Subventions d'exploitation		
V	- Impôts et taxes	61 413 476,84	62 366 855,30
9	- Impôts et taxes		
10	- Charges de personnel	151 291 333,35	160 565 021,75
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	139 220 716,90	109 761 002,26
	= INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation		
12	- Autres charges d'exploitation	1 120 000,00	1 120 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	111 682 956,15	156 208 357,95
14	- Dotations d'exploitation	244 804 657,87	312 639 663,69
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	4 979 015,18	-47 790 303,48
VII	± RÉSULTAT FINANCIER	208 065,41	3 831 082,72
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	5 187 080,59	-43 959 220,76
IX	± RÉSULTAT NON COURANT	-21 621 990,69	24 059 292,14
15	- Impôts sur les résultats	29 508 333,08	17 258 050,40
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	-45 943 243,19	-37 157 979,02
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT (par la méthode dite additive)			
1	• Bénéfice +		
	• Perte -	-45 943 243,19	-37 157 979,02
2	+ Dotation d'exploitation ⁽¹⁾	117 655 572,48	156 427 534,88
3	+ Dotations financières ⁽¹⁾	6 453 748,48	5 458 483,00
4	+ Dotations non courantes ⁽¹⁾	28 230 958,66	10 619 983,22
5	- Reprises d'exploitation. ⁽²⁾	-	-
6	- Reprises financières ⁽²⁾	-	243 850,95
7	- Reprises non courantes ^{(2) (3)}	31 788 023,95	51 728 163,17
8	- Produits des cessions d'immobilisations	-	-
9	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.	-	6 432,26
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	74 609 012,49	83 382 440,22
10	- Distributions de bénéfices	-	159 900 000,00
II	AUTOFINANCEMENT	74 609 012,49	-76 517 559,78

⁽¹⁾ A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

⁽²⁾ A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

⁽³⁾ Y compris reprises sur subventions d'investissements.

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE				Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016	
I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN					
MASSES		13/12/2016	31/12/2015	Variations a - b	
				Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent	1 365 934 873,37	1 415 435 181,85	49 500 308,48	
2	Moins actif immobilisé	749 813 393,57	825 865 210,26		76 051 816,69
3	= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2)	616 121 479,81	589 569 971,59		26 551 508,21
4	Actif circulant	1 781 537 958,42	1 926 494 193,25		144 956 234,83
5	Moins Passif circulant	988 870 779,93	971 775 904,09		17 094 875,85
6	= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5)	792 667 178,49	954 718 289,16		162 051 110,68
7	TRÉSORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	-176 545 698,68	-365 148 317,57	188 602 618,89	
II. EMPLOIS ET RESSOURCES					
		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
• AUTOFINANCEMENT (A)			74 609 012,49		-76 517 559,78
• Capacité d'autofinancement			74 609 012,49		83 382 440,22
• Distributions de bénéfices			0,00		159 900 000,00
• CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			49 120,80		103 594,55
• Cession d'immobilisations incorporelles			0,00		0,00
• Cession d'immobilisations corporelles			0,00		0,00
• Cession d'immobilisations financières			0,00		0,00
• Récupération sur créances immobilisées			49 120,80		103 594,55
• AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)			0,00		0,00
• Augmentations de capital, apports					
• Subventions d'investissement					
• AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)					
(nettes de primes de remboursement)					
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		0,00	74 658 133,29	0,00	-76 413 965,23
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
• ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		48 106 625,07		68 532 805,76	
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles		5 480 313,97		372 867,42	
• Acquisitions d'immobilisations corporelles		42 626 311,10		68 159 938,34	
• Acquisitions d'immobilisations financières					
• Augmentations des créances immobilisées		0,00		0,00	
• REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)					
• REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT		0,00		0,00	
• EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)					
• EMPLOIS EN NON-VALEURS		0,00		0,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		48 106 625,07		68 532 805,76	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		0,00	162 051 110,68	267 879 688,37	0,00
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		188 602 618,89	0,00	0,00	412 826 459,36
TOTAL GÉNÉRAL		236 709 243,96	236 709 243,96	336 412 494,13	336 412 494,13

↗ Augmentations

↘ Diminutions

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- **Comptes sociaux**
- Résolutions 2016

ÉTAT DES DÉROGATIONS

ÉTAT DES DEROGATIONS			Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016
INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS.	
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT	
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT	
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT	

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES			Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RÉSULTATS.	
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT	
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT	

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES									Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016
NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUTFIN EXERCICE	
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement		
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Frais préliminaires	0,00							0,00	
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00					0,00		0,00	
• Primes de remboursement d'obligations	0,00							0,00	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 147 665,26	5 480 313,97	0,00	484 594,03	0,00	0,00	0,00	52 112 573,26	
• Immobilisation en recherche et développement	0,00							0,00	
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	38 656 038,77	5 480 313,97		484 594,03				44 620 946,77	
• Fonds commercial	7 491 626,49							7 491 626,49	
• Autres immobilisations incorporelles	-0,00							-0,00	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 850 220 440,79	42 626 311,10	0,00	77 427 505,61	0,00	0,00	77 912 099,64	3 892 362 157,86	
• Terrains	109 139 512,66			2 338 133,00				111 477 645,66	
• Constructions	511 554 126,85			5 985 026,84				517 539 153,69	
• Installations techniques, matériel et outillage	3 112 567 853,11			67 859 391,53				3 180 427 244,64	
• Matériel de transport	42 730 749,30			0,00				42 730 749,30	
• Mobilier, matériel de bureau et aménagement	30 083 994,54			1 244 954,24				31 328 948,78	
• Autres immobilisations corporelles	4 166 067,81							4 166 067,81	
• Immobilisations corporelles en cours	39 978 136,52	42 626 311,10					77 912 099,64	4 692 347,98	

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS					Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016	
NATURE	Cumul d'amortissement début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amortissements s/Immobilisations sorties (3)	Cumul d'amortissement fin exercice (4) =1+2-3		
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	0,00	0,00	0,00	0,00		
• Frais préliminaires	0,00	0,00		0,00		
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00		
• Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00		0,00		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36 517 323,35	723 648,17	0,00	37 240 971,52		
• Immobilisation en recherche et développement	0,00	0,00		0,00		
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	36 517 323,35	723 648,17		37 240 971,52		
• Fonds commercial	0,00	0,00		0,00		
• Autres Immobilisations incorporelles	0,00	0,00		0,00		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 098 066 329,02	116 931 924,31	0,00	3 214 998 253,33		
• Terrains	5 653 996,49	386 771,25		6 040 767,74		
• Constructions	305 236 986,19	23 539 290,97		328 776 277,16		
• Installations techniques, matériel et outillage	2 711 927 163,54	91 783 751,32		2 803 710 914,86		
• Matériel de transport	42 716 049,30	3 266,67		42 719 315,97		
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements	28 366 065,69	1 218 844,10		29 584 909,79		
• Autres immobilisations corporelles	4 166 067,81	0,00		4 166 067,81		
• Immobilisations corporelles en cours	0,00			0,00		

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION									Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016	
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.p.c. de l'exercice 9	
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8		
LONGOMETAL ARMATURE	INDUSTRIE	60 346 000,00	96,93%	58 494 100,00	25 074 668,80	31/12/16	26 068 251,05	-6 658 153,80	0	
TOTAL		60 346 000,00	96,93%	58 494 100,00	25 074 668,80	31/12/16	26 068 251,05	-6 658 153,80	0,00	

TABLEAU DES PROVISIONS

TABLEAU DES PROVISIONS									Exercice du : 01/01/2016 au 31/12/2016	
NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice		
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes			
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	34 457 309,21	0,00	6 453 748,48	0,00	0,00	0,00	0,00	40 911 057,69		
2. Provisions réglementées	78 908 845,12	0,00	0,00	1 430 958,66	0,00	0,00	18 004 572,96	62 335 230,82		
3. Provisions durables pour risques et charges	89 634 563,08	0,00	0,00	26 800 000,00	0,00	0,00	8 983 451,00	107 451 112,08		
SOUS TOTAL (A)	203 000 717,41	0,00	6 453 748,48	28 230 958,66	0,00	0,00	26 988 023,96	210 697 400,59		
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	238 184 044,78	127 149 085,39			91 054 725,48			274 278 404,69		
5. Autres provisions pour risques et charges	2 997 152,04		11 303,61			2 997 152,04		11 303,61		
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	0,00							0,00		
SOUS TOTAL (B)	241 181 196,82	127 149 085,39	11 303,61	0,00	91 054 725,48	2 997 152,04	0,00	274 289 708,30		
TOTAL (A+B)	444 181 914,23	127 149 085,39	6 465 052,09	28 230 958,66	91 054 725,48	2 997 152,04	26 988 023,96	484 987 108,89		

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- **Comptes sociaux**
- Résolutions 2016

TABLEAU DES CRÉANCES

TABLEAU DES CRÉANCES										Au : 31/12/2016
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES					
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	39 994 844,99	39 853 991,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Prêts immobilisés	140 853,43		140 853,43							
• Autres créances financières	39 853 991,56	39 853 991,56								
DE L'ACTIF CIRCULANT	749 318 275,14	0,00	575 935 612,37	164 427 086,56	0,00	128 173 559,02	20 646 524,70	164 087 927,22		
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	96 003 658,81		96 003 658,81							
• Clients et comptes rattachés	487 742 865,29		323 315 778,73	164 427 086,56				164 087 927,22		
• Personnel	477 566,69		477 566,69							
• État	128 173 559,02		128 173 559,02			128 173 559,02				
• Comptes d'associés	20 646 524,70		20 646 524,70				20 646 524,70			
• Autres débiteurs	12 731 901,21		3 776 325,00			0,00				
• Comptes de régularisation - actif	3 542 199,42		3 542 199,42							

TABLEAU DES DETTES

TABLEAU DES DETTES										Au : 31/12/2016
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES					
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'État et organismes publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets		
DE FINANCEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Emprunts obligataires	0,00									
• Autres dettes de financement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
DU PASSIF CIRCULANT	988 150 967,87	0,00	988 150 967,87	0,00	0,00	102 132 057,06	1 120 874,00	55 663 770,94		
• Fournisseurs et comptes rattachés	853 300 580,09		853 300 580,09		0,00			55 663 770,94		
• Clients créditeurs, avances et acomptes	4 901 552,41		4 901 552,41							
• Personnel	22 600 151,42		22 600 151,42							
• Organismes sociaux	925 125,72		925 125,72			0,00				
• Etat	102 132 057,06		102 132 057,06			102 132 057,06				
• Comptes d'associés	1 120 874,00		1 120 874,00				1 120 874,00			
• Autres créanciers	678 868,85		678 868,85							
• Comptes de régularisation - Passif	2 491 758,32		2 491 758,32							

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

TABLEAU DES SURETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES						Au : 31/12/2016
TIERS CRÉDITEURS OU TIERS DÉBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture	
• Sûretés données						
• Sûretés reçues	7 647 612,38	Hypothèque		Hypothèque en 1 ^{er} rang sur les titres fonciers des logements cédés		
	10 000 000,00	Hypothèque		Hypothèque de 1 ^{er} rang sur un terrain pour la garanties du risque foncier évalué à 10 Millions de Dirhams des terrains litigieux cédés à la SNEC		

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT - BAIL

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT - BAIL			Au : 31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT	
. CAUTIONS ET AVALS	6 673 000,00	5 237 731,55	
. AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS			
- CRÉDIT D'ENLEVEMENT	60 000 000,00	60 000 000,00	
- CRÉDITS DOCUMENTAIRES & REMISES DOCUMENTAIRES & ESCOMPTÉ	493 155 000,00	652 147 000,00	
- ENGAGEMENT RELATIF AUX AVANTAGES SOCIAUX ACCORDÉS POSTÉRIEUREMENT A L'EMPLOI, AUTRES QUE LES RETRAITÉS	86 230 000,00	86 230 000,00	
- ENGAGEMENT DE CESSION DE 12 LOGEMENTS RESTANT A CÉDER UNE VALEUR GLOBALE DE	3 070 642,08	3 070 642,08	
- ENGAGEMENT DE CESSION DE TERRAIN POUR UNE VALEUR GLOBALE DE	30 629 563,79	30 629 563,79	
TOTAL MAD	679 758 205,87	837 314 937,42	
ENGAGEMENTS REÇUS			
- AVALS ET CAUTIONS			
- CAUTIONS REÇUS DES CLIENTS	130 930 000,00	128 480 000,00	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN MAD	11 416 412,00	11 128 695,03	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN EUR	8 917 715,90	8 917 715,90	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN USD	5 482 687,50	5 482 687,50	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN SEK	-	-	
- CAUTIONS REÇUS DES FOURNISSEURS EN GBP	-	-	
	25 816 815,40	25 529 098,43	
TOTAL MAD	11 416 412,00	11 128 695,03	
TOTAL EURO	8 917 715,90	8 917 715,90	
TOTAL USD	5 482 687,50	5 482 687,50	
TOTAL SEK	-	-	
TOTAL GBP	-	-	

Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- **Comptes sociaux**
- Résolutions 2016



ERNST & YOUNG et Associés
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca - Maroc

Aux actionnaires de la société

SONASID

Route nationale n° 2
El Aaroui – BP 551
Nador



Price Waterhouse
101, Bd Massira Al Khadra
20100 Casablanca - Maroc

**RÉSUMÉ DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 25 juin 2014, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société SONASID, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC), relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 258 483 761,29 compte tenu d'une perte nette de MAD 45 943 243,19.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

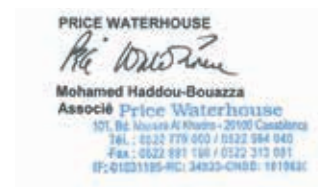
Nous certifions que les états de synthèse, cités au deuxième paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SONASID au 31 décembre 2016 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 mars 2017

Les Commissaires aux Comptes



Solidité financière

- Compte de résultat consolidé
- État du résultat global consolidé
- État de la situation financière
- Variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Notes aux comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Résolutions 2016

Résolutions 2016

Première résolution *(Approbation des comptes)*

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve le bilan et les comptes de l'exercice 2016 tels qu'ils sont présentés, se soldant par une perte nette comptable de 45.943.243,19 DH.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution *(Quitus)*

En conséquence de l'adoption de la résolution ci-dessus, l'Assemblée générale donne aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2016.

Troisième résolution *(Conventions règlementées)*

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 56 de la loi 17-95, approuve les opérations conclues ou exécutées au cours de l'exercice.

Quatrième résolution *(Affectation des résultats)*

L'Assemblée générale décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter la perte nette comptable de 45.943.243,19 DH au compte report à nouveau.

Cinquième résolution *(Jetons de présence)*

L'Assemblée générale décide d'octroyer aux administrateurs des jetons de présence au titre de l'exercice comptable 2016 pour un montant brut de 80.000 MAD par administrateur.

Sixième résolution *(Renouvellement mandat d'administrateur)*

L'Assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Sonasid représentée par M. Javier Serra CALLEJO pour une période statutaire de six ans.

Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022.

Septième résolution *(Démission d'administrateur)*

L'Assemblée générale prend acte de la démission de M. Pascal Genest de son mandat d'administrateur et lui donne quitus de sa gestion.

Huitième résolution *(Démission d'administrateur)*

L'Assemblée générale prend acte de la démission de M. Francis Lefevre de son mandat d'administrateur et lui donne quitus de sa gestion.

Neuvième résolution *(Ratification de la cooptation d'administrateur)*

L'Assemblée générale ratifie la cooptation faite par le Conseil de M. Krishnamoorthy Vikram en lieu et place de M. Pascal Genest.

Son mandat viendra à expiration lors de l'approbation des comptes de l'exercice 2017.

Dixième résolution *(Ratification de la cooptation d'administrateur)*

L'Assemblée générale ratifie la cooptation faite par le Conseil de M. Christian Quincke en lieu et place de M. Francis Lefevre.

Son mandat viendra à expiration lors de l'approbation des comptes de l'exercice 2017.

Onzième résolution *(Changement de dénomination d'un administrateur)*

L'Assemblée générale prend acte du changement de dénomination de l'administrateur RMA WATANYA dont la raison sociale, est désormais RMA.

Douzième résolution *(Mandat des commissaires aux comptes)*

Le mandat des Commissaires aux comptes arrive à échéance cette année.

L'Assemblée décide :

1 - renouveler le mandat du Commissaire aux comptes :

ERNTS & YOUNG,

SARL au capital de 2 000 000 MAD

37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour - Casablanca représentée par Monsieur Hicham Diouri

2 - nommer en qualité de nouveau Commissaire aux comptes :

DELOITTE AUDIT

SARL au capital de 1 000 000 MAD

288, Boulevard Zerktoni - Casablanca représentée par

Monsieur Fawzi BRITEL

Treizième résolution *(Pouvoirs pour formalités)*

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir les formalités légales.





DIRECTION GÉNÉRALE

Twin Center Tour A - 18^{ème} étage

Angle Bd Zerktouni et Bd El Massira Al Khadra, Casablanca

Tél. : +212 (0) 522 95 41 00

Fax : +212 (0) 522 95 86 43

sonasid.ma